



HAL
open science

Les blessures de la guerre d'Espagne, 80 ans après

Eve Fourmont Giustiniani

► **To cite this version:**

Eve Fourmont Giustiniani. Les blessures de la guerre d'Espagne, 80 ans après. Carto, n°38, 2016, pp.72-75. hal-02488761v2

HAL Id: hal-02488761

<https://hal.science/hal-02488761v2>

Submitted on 10 Mar 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Copyright



Les blessures de la guerre



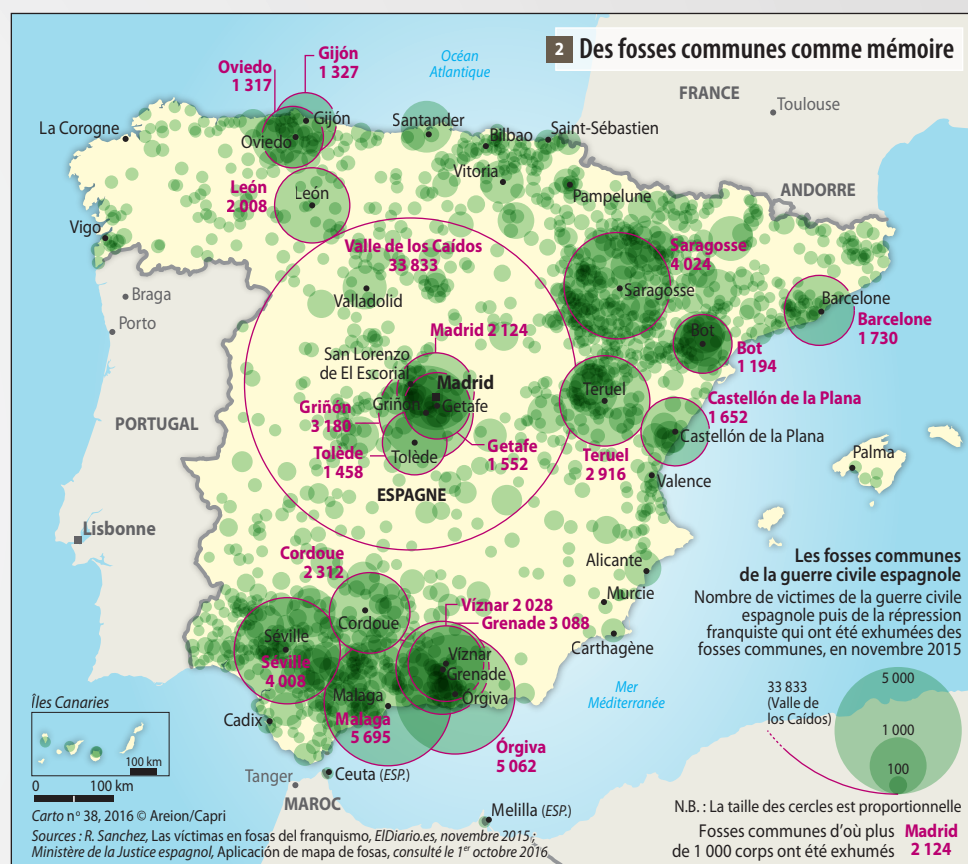
d'Espagne, 80 ans après

Le 17 juillet 1936, un coup d'État militaire contre la Seconde République fait plonger l'Espagne dans la guerre civile pendant trois ans. Huit décennies plus tard, cette blessure hante encore la mémoire d'un pays pourtant devenu une démocratie solide. La réouverture des recherches, en septembre 2016, de la dépouille du poète Federico García Lorca (1898-1936) rappelle les nombreux disparus d'un conflit majeur du XX^e siècle.

La proclamation de la Seconde République, le 14 avril 1931, offre aux Espagnols un grand espoir. Ce nouveau régime, instauré après l'abdication d'Alphonse XIII (1886-1931), monarque discrédité par le recours à un Directoire militaire entre 1923 et 1930, est chargé de la modernisation d'un pays encore ancré dans le passé. Le programme du gouvernement provisoire (avril-décembre 1931), puis du premier exécutif (décembre 1931-septembre 1933) de la jeune République est vaste : réforme agraire pour redistribuer aux paysans les terres latifundières, refonte d'une armée marquée par ses échecs dans les campagnes coloniales au Maroc, plan de décentralisation, consolidation du droit du travail, laïcisation de l'école et de la société... Le projet, déjà entravé par les difficultés économiques dérivées de la crise de 1929, se heurte aux résistances des classes possédantes, des officiers, de la hiérarchie catholique et de l'opinion publique conservatrice. L'œuvre du premier gouvernement est bientôt défaits par un exécutif de droite (octobre 1933-février 1936). Et lorsque la gauche remporte les élections du 16 février 1936, sous la bannière du Front populaire, cette Espagne conservatrice se sent menacée par ce qu'elle conçoit comme un danger de « soviétisation ».

DU SOULÈVEMENT MILITAIRE À LA GUERRE CIVILE

Dans l'ombre, les franges les plus radicales de la droite parlementaire, réactionnaire et monarchiste, s'allient aux groupuscules fascistes fédérés par la Phalange espagnole, nés dans un contexte de radicalisation et de violence politiques. La conspiration aboutit à un soulèvement militaire, lancé le 17 juillet depuis Melilla par une poignée de généraux, et qui s'étend dès le lendemain à une moitié de la péninsule. S'il échoue à destituer le gouvernement, ce coup d'État manqué déclenche la guerre civile (cf. carte 1). Dès les premiers jours du conflit, les rebelles contrôlent environ la moitié du territoire, essentiellement dans les zones rurales, où



vit un tiers des 24 millions d'habitants du pays. Mais les grandes villes et les zones industrialisées restent aux mains du gouvernement républicain, qui tarde à réagir et ne compte dans ses rangs qu'une petite partie de l'armée, la plupart des officiers ayant rejoint le camp des séditions. Et tandis que le Front populaire se voit abandonné par les démocraties occidentales, qui décrètent leur non-intervention dans le conflit, les rebelles, autodénommés « nationaux », bénéficient de l'appui financier, logistique et matériel de l'Allemagne nazie (1933-1945) et de l'Italie fasciste (1922-1943). La ligne de front s'établit entre ces deux Espagne, où deux gouvernements coexistent pendant toute la guerre. Les rebelles implantent

dans les zones qu'ils contrôlent les rouages d'un « Nouvel État » d'inspiration fasciste, sous le commandement de Francisco Franco (1892-1975), nommé en septembre 1936 chef du gouvernement et « généralissime » des armées. Face à l'organisation militarisée et répressive de la zone franquiste, les républicains peinent à canaliser leur propre camp. Le gouvernement doit armer à la hâte une armée populaire, tout en freinant l'ardeur des milices spontanées (locales mais aussi internationales, avec des brigadistes volontaires venus du monde entier, notamment de France, du Royaume-Uni mais aussi d'URSS et des États-Unis). Il doit aussi faire face à la prolifération des partis politiques (anarchistes, communistes, trotskistes, etc.) et



à des tentatives d'instauration de la révolution sociale et de la collectivisation. L'exécutif du président Manuel Azaña (1936-1939) pâtit jusqu'à la fin de la guerre de l'affrontement partisan et de l'instabilité ministérielle.

UNE RÉPUBLIQUE QUI VACILLE POLITIQUEMENT ET MILITAIREMENT

Les franquistes mettent à profit cette confusion et, entre l'été 1936 et mars 1937, réussissent à unir les deux principales zones qu'ils contrôlent, occupant une large moitié ouest du pays. Ils échouent à prendre Madrid et établissent leur capitale à Burgos, dans le nord. Au printemps 1937, ils s'attaquent à la corniche cantabrique – le village basque de Guernica est anéanti par l'aviation allemande le 26 avril – et, à l'automne, ils gagnent la côte nord et s'emparent des principales ressources minières et sidérurgiques. La République, qui régularise son armée sous la houlette des communistes et avec l'aide matérielle de l'URSS, tente de contre-attaquer, mais n'y parvient pas. Elle concentre une bonne part de son énergie à défendre Madrid.

Fin 1937, les franquistes contrôlent presque les deux tiers de la péninsule et se tournent vers la Méditerranée. Au printemps 1938, ils atteignent la côte, coupant en deux la zone républicaine. Le gouvernement légal lance une contre-offensive qui débouche sur la bataille de l'Èbre (juillet-novembre 1938), pour tenter de reconquérir ce delta aragonais (cf. carte 3). Mais l'attaque se révèle un échec stratégique, qui démoralise les troupes républicaines et précipite la chute de la Catalogne. Barcelone tombe fin janvier 1939, et près de 400 000 soldats et civils se dirigent vers la frontière pyrénéenne pour échapper à la répression franquiste.

La zone républicaine est alors réduite à une poche de résistance qui unit Madrid à un petit quart sud-est du pays. L'exécutif hésite entre négocier un armistice et se battre jusqu'au bout. Le colonel Segismundo Casado (1893-1968) évince les derniers partisans de la résistance en organisant, le 5 mars 1939, un coup d'État contre le gouvernement de Juan Negrín (mai 1937-mars 1939). Il essaie de parlementer, mais les rebelles n'acceptent qu'une reddition inconditionnelle. Le 28 mars 1939, Madrid tombe et, le 1^{er} avril, le « généralissime » défile victorieux dans les rues de la capitale. La guerre civile est terminée.

QUELLE MÉMOIRE ?

La suite se résume à une longue oraison funèbre. Aux 650 000 Espagnols morts sur le front et à l'arrière-garde, où la famine et la maladie ont fait des ravages, s'ajoutent les quelque 37 000 victimes de la répression républicaine (dont 7 000 religieux) et près de 110 000 morts dus à celle des « nationaux ». Environ 300 000 Espagnols s'exilent, autant sont emprisonnés dans les geôles du régime, où plus de 190 000 personnes meurent entre 1939 et 1945. Ces chiffres ne font pas l'objet d'un consensus historiographique, mais donnent la mesure de la politique de répression planifiée par un État qui se veut, à ses débuts, totalitaire, et qui maintiendra le pays sous la coupe dictatoriale pendant près de quarante ans. Quatre décennies au terme desquelles les Espagnols obtiennent démocratie et paix sociale, au prix d'une amnistie générale, votée en 1977.

Huit décennies après le début de la guerre, plus de 115 000 dépouilles de victimes républicaines reposent encore dans des fosses communes disséminées à travers le pays (cf. carte 2 p. 73). La loi dite de « mémoire historique », votée en 2007, peine à être appliquée. Ce sont souvent les associations civiles qui prennent en charge la détection et l'ouverture des fosses, puis l'identification des victimes – que cette loi réhabilite symboliquement sans envisager d'indemnisation financière. Des efforts ont pourtant été faits : les archives de la guerre ont été regroupées dans un Centre documentaire de la mémoire historique créé à Salamanque ; le Parlement catalan a ouvert un Mémorial démocratique à mi-chemin entre musée, archives et centre d'interprétation. Près de 600 vestiges de la dictature (statues, plaques de rue, stèles, etc.) ont été retirés de l'espace public, mais il en subsiste encore, à l'instar du mausolée du Valle de los Caídos, près de San Lorenzo de El Escorial, où est enterré Franco aux côtés de 34 000 combattants. Que faire de ces lieux ? La société espagnole s'empoigne encore sur ce sujet politique brûlant, qui témoigne de la lente cicatrisation des blessures de l'histoire. ● E. GIUSTINIANI

3. LE FRONT DE L'ÈBRE

Dressée par les militaires républicains, cette carte montre la région de Gandesa en octobre 1938, où se déroulait alors la bataille de l'Èbre.



443 444
470 471

SERVICIO GENERAL DEL EJERCITO
SERVICIO DE DIFUSION DE CARTOGRAFIA
HOJA DE LIBRE DIFUSION
Foliar N.º 124

Obtenido del Plano Director por el Servicio Cartográfico del E.M.(1938)

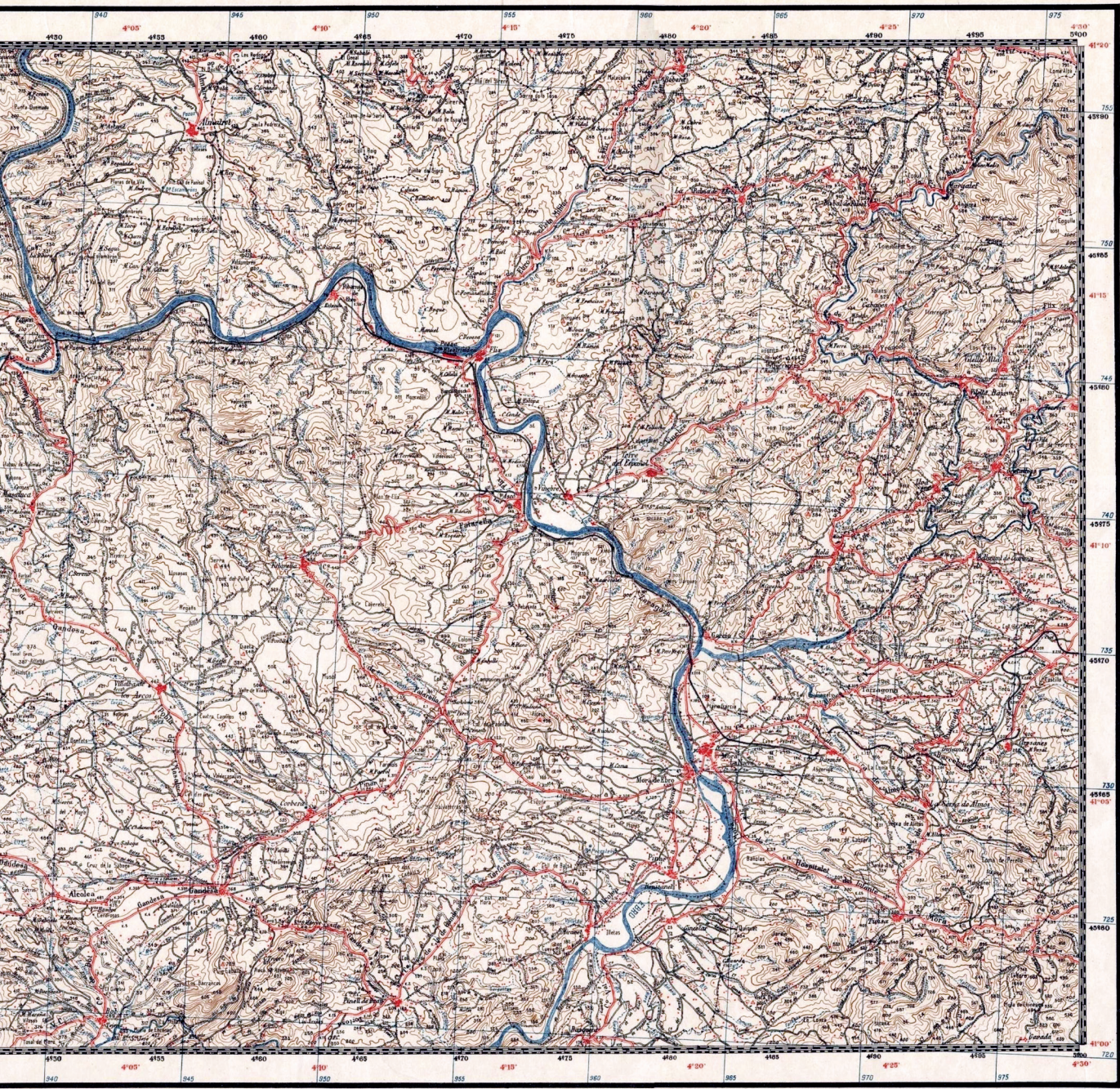


ABREVIATURAS

ROTULACION

A	Arroyo	B ^{ta}	Ernita	Pl.	Paso inferior	MEDIT	Mares	AVILA	Capitales
Ap	Apartadero	B ^{na}	Fabrica	Pn.	Paso a nivel	EBRO	Rios	Toro	Ciudades y l.
B	Bosque	G ^{na}	Granja	P ^s	Paso superior	Genil	Alluentes	Navalperal	Aldas y h.
B ^{ca}	Barca	L ^{na}	Laguna	P ^{ta}	Puente	Alamil	Arroyos	C ^a del Conde	Casas
B ^{co}	Barranco	M	Monte	P ^{go}	Portazgo	GATA	Grandes accidentes y elevaciones	LEON	Regiones y
C ^a	Casero	M ^o	Molino	R.	Rio	LA CALDERA	Depresiones	Gállego	Valles, etc.
Cast.	Castillo	RC.	Patón caminero	V ^{ta}	Venia	Pico de Conde	Cumbres o picos aislados	Coto Blanco	Predios, etc.
Cart.	Cortijo	P ^{da}	Posada	V ^{za}	Venorrillo	Collado Blanco	Collados	Carreteras, ferroc.	

Cartografía Militar de España
 MAPA DE MANDO
 HOJA 126
GANDESA



- Población
- Caserío, barrio o aldea
- Ruinas - Casa aislada - Cobertizo, tinglado, terrado
- Ermita - Iglesia - Imágenes
- Cementerio - Cruz (aislados)
- Castillo - Fuerte - Fábrica
- Corral o palomar - Horno
- Horno de cal o tajar - Silo o bodega - Hito - mojón
- Molino de agua, de viento
- Obelisco - Observatorio - Sismógrafo
- Monumento nacional o artístico - Alabara
- Cerca o muro de cerramiento (de piedra)
- Carretera (de firme especial) - Poste kilométrico
- Carretera del Estado y provincial
- Carreteras en construcción
- Barrera - Alcantarilla - Fuentes (de madera, de piedra, de hierro)
- Camino carretero
- Camino de herradura
- Senda
- Cañada
- Ferrocarril (una vía) ancho normal
- Ferrocarril (doble vía) ancho normal
- Ferrocarril vía estrecha
- Ferrocarril eléctrico
- Tranvía
- Ferrocarril en construcción
- Estación - Tunnel - Poste kilométrico
- Línea telefónica o de transporte aéreo
- Línea de alta tensión y transformador
- Línea telefónica
- Línea telegráfica
- Estación de radiotelegrafía
- Mares y costas
- Ríos principales
- Ríos secundarios
- Arroyo de corriente continua
- Arroyo de corriente no continua o vaguada
- Presa (de Fábrica) - Vado (de carromos, a caballo, a pie)
- Dirección de las corrientes de agua
- Canal de navegación
- Canal de riego
- Canal de abastecimiento
- Laguna de agua constante
- Laguna de agua no constante
- Barca con cable
- Puente colgante - Puntón de barcas
- Acueducto (piedra, hierro)
- Acequia - Arca de agua
- Manantial - Fuente - Pozo
- Estanque - Aguas minerales
- Pozo artesiano - Nona - Abrevadero
- Tubero para saños de agua
- Exclusa - Mareotrago

- A** Capitales
- Ciudades y villas
- Aldeas y lugares
- Casas
- Regiones y comercios
- Valles, etc.
- Prédios, pagos, etc.
- is. ferrocarriles, Caminos**

Dimensiones interiores del recuadro: cuerda de la base inferior: 0.5603-altura: 0.3698
 Escala: 1:100 000 (1cm. en la carta = 1km. en el terreno)

Equidistancia de las curvas: 40mts.

110	111	112
125	126	127
139	140	141

Universidad Autónoma de Barcelona
 Serie de Bibliotecas
 1501156299

Instituto Geográfico - Barcelona
 Octubre de 1938

Curvas de nivel

- Areal
- Vértices (1°, 2', 3" y topográfico)
- Alameda
- Límite de Estado
- Límite de Provincia
- Canteras - Minas (en explotación - abandonadas)

591

578

784

652

Empleo del coordinatgrafo

Se coloca la cinta horizontal del coordinatgrafo sobre el lado superior de la cuadrícula, de tal modo que el valor de la cota conocida (en el vértice C) y sobre la misma vertical de nivel se mida la cotación y así en el punto buscado (ejemplo: el punto 591.784 - 652.235) se determinará así en el vértice S. O de la cuadrícula 591 - 652 se coloca la cinta horizontal 784 sobre el lado inferior de modo que 591.784 sea el punto buscado.